

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS**

14/16 boulevard Garibaldi  
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : D-0423-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006401312

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Vallon de Vautubière - Le Coussou CD 19 Rte de Coudoux 13580 La Fare-les-Oliviers. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing « sécheresse » 2024 de l'inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- Vallon de Vautubière - Le Coussou CD 19 Rte de Coudoux 13580 La Fare-les-Oliviers
- Code AIOT : 0006401312
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire autorisée par AP n°2014-285 C du 04/08/2014.

Capacité autorisée : 600 000 t/an

### Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et l'origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.1	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.2	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.1	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.2	Sans objet
5	Déclarations GERE : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, communication DREAL	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il apparaît que l'exploitant réalise des prélèvements d'eau depuis le réseau de la Société du Canal de Provence, alors que cela n'est pas prévu dans son arrêté préfectoral. Il s'agit donc d'un constat avec suites, nécessitant une action corrective de la part de l'exploitant (transmission rapide d'un dossier de porter à connaissance présentant cette modification).

L'inspection a été également l'occasion de rappeler à l'exploitant que les alertes « sécheresse » à considérer pour la modulation de ses prélèvements doivent être en lien avec les zones de prélèvement majoritaires de ses eaux (via le canal de Provence) et non seulement sa zone d'implantation du site (en lien avec les possibles prélèvements d'eaux souterraines).

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de ses prélèvements dans le canal de Provence à son gestionnaire. Les éléments de réponse devront être transmis à l'inspection des installations classées.

**2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cf. dispositions contenues dans le tableau de l'article concerné :  L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Eaux souterraines – Prélèvement maximal annuel de 50 000m <sup>3</sup> et Débit maximal horaire de 5m <sup>3</sup>  La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'adduction d'eau potable, l'exploitant doit engager la procédure d'autorisation au titre du code de la santé publique pour utiliser l'eau brute à des fins de consommation humaine.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a permis de faire le point sur l'origine des prélèvements d'eau et sur l'usage de l'eau sur le site.  L'eau provient de deux réseaux distincts : <u>Réseau du Forage:</u> L'exploitant indique que le site est équipé d'un forage profond, l'eau d'usage provenait majoritairement du forage jusqu'en 2022. Il se retrouve régulièrement à sec depuis 2023, raison pour laquelle l'exploitant utilise en compensation l'eau du réseau SCP. Le code "masse d'eau" du lieu de prélèvement est fourni en inspection : FRDG513 "Formations variées du bassin versant de la Touloubre et de l'étang de Berre"  <u>Réseau SCP:</u> L'exploitant indique qu'il est également raccordé au réseau de la SCP. L'arrêté préfectoral d'autorisation 2014-285 C ne prévoit pas l'utilisation d'eau de la Société du Canal de Provence. La prescription est donc non respectée. L'exploitant ne possède pas le code de masse d'eau du lieu de prélèvement.  L'eau intervient dans les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Usages sanitaires hors boisson (présence de filtre UV)</li><li>- Arrosage des pistes pour abattement des poussières</li><li>- Laveurs de roue (hors service actuellement)</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de Porter à Connaissance du Préfet des Bouches du Rhône une demande de régularisation de la situation liée aux prélèvements d'eau, à savoir un raccordement au réseau de la SCP, non prévu dans l'AP d'autorisation. Cette demande devra notamment indiquer les mesures de maîtrise des consommations mises en œuvre afin de limiter le prélèvement. L'exploitant demande par ailleurs au fournisseur SCP (Société du Canal de Provence) le code des masses d'eau relatives à l'origine de l'eau du réseau (lieu de prélèvement) et le transmet à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 2 : Présence de compteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les mesures de débit sont consignées et chaque année l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux un bilan des consommations d'eau.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé de dispositifs de mesure totalisateurs de type compteurs pour le réseau de forage et pour le réseau SCP. Ils sont situés tous deux à l'entrée du site dans un local fermé et disposent de disconnecteurs. L'exploitant a présenté lors de l'inspection ses tableaux de suivi mensuels des compteurs liés au réseau SCP et au Forage. Il est à noter que deux autres sociétés sont raccordées sur le contrat / compteur SCP de l'exploitant, il s'agit de Unibéton (centrale béton) et AMR (centrale d'enrobé).  Il y a également des sous compteurs « d'usage » qui permettent de distinguer les volumes de consommation des eaux sanitaires, des eaux d'abattages de poussières et des deux autres sociétés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre le schéma de connexion d'eau vu sur site et le relevé des 7 compteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Volumes d'eau prélevé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf. dispositions contenues dans le tableau de l'article concerné. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Eaux souterraines – Prélèvement maximal annuel de 50 000m <sup>3</sup> et Débit maximal horaire de 5m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant est soumis à une quantité maximale de prélèvement d'eaux souterraines (volume de 50 000m <sup>3</sup> / an). L'utilisation d'eau du réseau de la SCP n'étant pas permise par l'arrêté, celle-ci fait l'objet d'un non-respect des prescriptions, déjà traité dans le constat n°1.  Il en ressort une consommation annuelle de: 8 785m <sup>3</sup> en 2021 avec 43m <sup>3</sup> pour la SCP et 8 742m <sup>3</sup> pour le forage 12 075m <sup>3</sup> en 2022 avec 166m <sup>3</sup> pour la SCP et 11 909m <sup>3</sup> pour le forage 8 147m <sup>3</sup> en 2023 avec 6 676m <sup>3</sup> pour la SCP et 1 595m <sup>3</sup> pour le forage  Il en ressort que le prélèvement total est maîtrisé par rapport au prélèvement maximal autorisé. L'augmentation de l'année 2022 est liée aux opérations de scalpage qui ont conduit à un besoin d'eau plus important pour l'abattement des poussières.  L'exploitant indique que le forage est à sec actuellement, d'où le besoin d'utiliser l'eau de la SCP.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les mesures de débit sont consignées et chaque année l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux un bilan des consommations d'eau.
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue une relève mensuelle des compteurs d'eau (SCP, forage en cas de prélèvement) hormis en période de crise ou celle-ci se fait de façon journalière pour permettre, si nécessaire, une transmission hebdomadaire aux plateformes de déclaration mises en œuvre par les services de l'État.  Il renseigne ces relèves dans un registre qui a pu être consulté sur site par l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre le registre faisant apparaître les consommations d'eau pour les 3 années précédentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...] Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an. Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b> L'exploitant saisit ses prélèvements d'eau dans les déclarations GEREP annuelles. Aucun volume ne doit être saisi concernant les eaux rejetées : - les eaux d'arrosage des pistes s'infiltrant dans le sol, - les eaux sanitaires sont rejetées dans une fosse septique.  L'inspection a pu consulter sur site, l'intégralité des déclarations faites par l'exploitant sous GEREP.  Une incohérence de volume a été constatée entre les déclarations GEREP et le registre, erreur défavorable pour l'exploitant. En effet les volumes d'eau renseignés sous GEREP prennent en

<p>compte la consommation de la centrale à béton (Unibéton), ce qui ne devrait pas être le cas.</p> <p>A titre informatif, la consommation d'eau d'Unibéton représente environ 4000m<sup>3</sup> pour l'année 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a></p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été concerné par une alerte renforcée ou une crise en 2023.</p> <p>La visite d'inspection a permis de rappeler à l'exploitant que les alertes « sécheresse » à considérer pour la modulation de ses prélèvements doivent être en lien avec les zones de prélèvement majoritaires de ses eaux (via le canal de Provence) et non seulement sa zone d'implantation du site (en lien avec les possibles prélèvements d'eaux souterraines). Les informations sont disponibles sur le site internet VIGIEAU (<a href="https://vigieau.gouv.fr">https://vigieau.gouv.fr</a>)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Mise en œuvre du PSH**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, communication DREAL
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'été 2022 a été maintenu pour l'été 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée », des dispositions plus contraignantes pouvant être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.</li> <li>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par</li> </ol>

l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

La trame du PSH, établie par l'inspection des installations classées, est disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH, sont insuffisantes.

**Constats :**

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a élaboré un plan de sobriété hydrique (PSH), celui-ci a été rapidement présenté lors de l'inspection.

L'exploitant indique qu'il est soumis à une politique interne de réduction de sa consommation d'eau sous forme d'un objectif quantitatif (-40 % entre 2021 et 2024).

**Type de suites proposées :** Sans suite